

corps compétents qu'il a été pris ; c'est après être venu étudier lui-même cette grave question sur les lieux, que M. le Ministre a usé du droit que lui avaient laissé les Chambres, de prononcer, avant l'adjudication, en leur lieu et place. Sa décision ainsi transformée en loi est donc irrévocable, et l'on ne saurait comprendre comment les Compagnies pourraient rompre sur ce point leur contrat d'adjudication.

Cependant, quelques personnes nourrissent encore l'espoir que notre chemin de fer évitera Lyon, traversera la Saône en amont de Saint-Rambert, et ira se raccorder à celui d'Avignon dans les plaines de la Guillotière : elles ne craignent pas de prêter à l'administration supérieure la pensée de vouloir faire annuler tout ce qui a été arrêté suivant la loi, dès que l'œuvre électorale sera consommée. Elles n'hésitent pas à lui faire cette injure, toutes préoccupées qu'elles sont de leurs intérêts privés ; oubliant d'ailleurs qu'il faudrait pour cela obtenir une loi nouvelle des trois pouvoirs législatifs. Cette loi nouvelle, peut-on l'obtenir ? Cela ne nous paraît pas possible. Qui la demandera aux Chambres ? Ce ne sera pas le gouvernement, qui ne s'est prononcé qu'après avoir longuement étudié cette grave question, et après avoir pris les avis de tous les corps à même de juger. En quoi, d'ailleurs, la nouvelle loi pourrait-elle différer de la loi actuelle ? S'appuierait-elle sur de nouvelles bases ? Des éléments nouveaux et propres à entraîner une conviction contraire auraient-ils surgi depuis que la question a été tranchée ? L'enquête générale ne dirait-elle pas ce qu'elle a déjà dit ? Tous les avis des corps consultés seraient-ils autres que ce qu'ils ont été ? Les Conseils municipaux, la Chambre de commerce, les Conseils d'arrondissement et de département ne reproduiraient-ils pas à une immense majorité, si ce n'est à l'unanimité, leurs précédentes délibérations ?

D'ailleurs, une nouvelle loi pourrait-elle avoir un effet ré-